



COP27 Charm El-Cheikh

Bilan de la Semaine 1

Jean-Luc Redaud & Joffrey Lopilus

Cette note a pour objet de donner quelques informations et impressions recueillies à l'issue de la première semaine de cette COP27 à Charm El Cheikh.

I. Logistique et public

Cette COP est réunie à Charm El Cheikh, grand site touristique Egyptien, ensemble de resorts, hôtels de luxe, casinos et diverses attractions au sud du Sinaï au bord de la Mer Rouge. Un ensemble plutôt artificiel à destination des touristes entre désert et mer. La COP est organisée autour d'un centre de congrès réaménagé pour pouvoir accueillir plusieurs milliers de personnes.

Plus de 30 000 personnes sont présentes à cette COP venant de tous les continents selon les organisateurs, avec cette année une forte présence africaine et d'organisations de jeunes.

Un important dispositif de sécurité a été mis en place par les autorités égyptiennes. Cela n'a pas empêché l'organisation de manifestations sur le site de la COP, principalement en opposition aux grandes puissances et multinationales, mais aussi en opposition aux actes de l'Etat policier qu'est l'Egypte (notamment des manifestations de soutien aux personnes emprisonnées, en particulier en faveur d'Abd El-Fattah, célèbre opposant au régime d'Al-Sissi). A l'extérieur du site, toute manifestation est interdite et la police est très présente.

Il est à noter qu'autour de l'application mobile dédiée à la COP27 et qui est gérée par l'Egypte, des soupçons crédibles et documentés de logiciels espions ont vu le jour, tout comme les applications dédiées à la coupe du monde de football au Qatar, qui sont, elles, en revanche, obligatoires. C'est dans cette atmosphère que les sites de certaines organisations ou activistes se sont vu bloqués, comme par exemple celui de l'ONG Human Rights Watch, ou encore l'hébergeur de blogs Medium. Il semblerait à la date de rédaction de cette note que ces sites ne soient plus bloqués.

Le site est divisé en plusieurs parties, dont principalement celles dédiées aux pavillons des Etats et aux pavillons des organisations de la société civile, dont le pavillon eau pour la deuxième année consécutive, ainsi que celles dédiées aux négociations ou manifestations officielles.

Dans la partie des pavillons, plutôt importante cette année, nous avons noté une forte présence des pays arabes (Egypte, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Koweït, etc.) avec des pavillons de vaste ampleur, luxueux et vantant le recours aux nouvelles technologies (l'avion du futur, l'hydrogène, la agriculture verticale, le stockage de carbone, etc.).

On retrouve les pavillons classiques des grands pays et organisations des Nations Unies avec comme souvent de très belles illustrations des apports de la science sur le pavillon des Etats-Unis ou celui du GIEC. Le secteur privé n'est pas en reste et est présent sur plusieurs espaces cette année, ainsi que Bloomberg au titre des organisations philanthropiques.

Les ONGs ont une visibilité plus modeste sur les pavillons qu'elles compensent par des manifestations diverses sur de nombreux pavillons dont celui des enfants et de la jeunesse, ou encore dans les espaces communs.

Particularité de cette année 2022 : l'Ukraine est présente avec un pavillon qui rappelle la guerre qu'elle subit et organise des événements autour de l'action climatique et environnementale dans un contexte de conflit. La Russie, de son côté, est absente. Le pavillon de la Francophonie est spacieux et bien organisé quand, de son côté le pavillon de la France donne dans la sobriété.

II. Négociations et discours officiels

A. Négociations

Les points forts des négociations de cette première semaine sont les suivants :

1. Préparation du Bilan Mondial et hausse des ambitions ;
2. Accord sur les mécanismes de compensations (article 6 de l'Accord de Paris) ;
3. Avancement du dossier adaptation ;
4. Mise en place des financements climat promis (les fameux 100 milliards de dollars annuels) ;
5. Ouverture du dossier des pertes et préjudices et la mise en place du mécanisme international de Varsovie sur les pertes et préjudices.

Les négociations sur ces dossiers, à défaut d'aboutir, se concluront à la fin de la deuxième semaine. Pour aller plus loin sur les avancées des débats de la première semaine, se référer aux journaux quotidiens ENB (Earth Negotiations Bulletin) et ECO.

B. Discours officiels

Une très grande partie des discours officiels reflète l'insatisfaction des pays les moins avancés, notamment africains, sur le non-respect des pays donateurs des promesses faites de libérer 100 milliards de dollars par an pour le climat à partir de 2020, valeur qui plafonnerait à un peu plus de 80 milliards selon les estimations de l'OCDE.

Dans cette enveloppe, la part de l'adaptation est toujours jugée très insuffisante, alors qu'elle devait représenter la moitié des dotations. La présidence égyptienne relaye fortement ce discours en insistant sur le caractère prioritaire du dossier de l'eau dont elle regrette la non prise en compte dans les négociations, sans toutefois avoir les moyens de le mettre à l'ordre du jour.

De très nombreuses interventions demandent l'ouverture d'un nouveau fonds dédié aux pertes et préjudices, comme l'a largement relayé la presse internationale lors de l'ouverture de cette COP.

Le dossier atténuation est relativement moins évoqué cette année sauf par le biais du rappel de l'objectif de 1,5°C, de l'urgence à agir pour s'y tenir et du besoin de préparer le Bilan Mondial promis pour la COP28 en 2023. Quelques interventions entendues le vendredi et le samedi, relayées par John Kerry, commencent à mettre en doute l'opportunité de maintenir un objectif jugé inatteignable...

Le discours le plus attendu était celui du président Biden, relayé ensuite par John Kerry. Il a tenu un discours très volontariste sur la mise en place d'un programme d'adaptation pour l'Afrique : doublement des aides promises, 12 milliards de dollars dont 3 de crédits dès 2023, mobilisation aussi forte des organisations philanthropiques américaines. Il annonce en parallèle un plan particulier pour l'Egypte élaboré en collaboration avec l'Allemagne : abandon des anciennes centrales à gaz, mise en place d'un plan hydrogène, modernisation de l'agriculture, réduction des rejets de méthane, etc. Le ministre des affaires étrangères égyptien Choukry s'est engagé à relever les ambitions de sa CDN en priorisant trois secteurs : l'agriculture, la gestion de l'eau et l'énergie.

Les annonces américaines ont fait l'objet de fortes réserves du groupe des ONGs (mobilisation de fonds privés au lieu de fonds publics, appel prioritaire fait aux technologies...).

Plus généralement, les critiques des ONGs portent principalement sur les points suivant :

- Le non-respect des accords de financement, notamment pour l'adaptation ;
- Le retard persistant sur la question des pertes et préjudices ;
- Le risque de ne pas être en mesure de pouvoir faire le Bilan Mondial l'an prochain ;
- Le risque d'abandon de l'ambition des 1,5°C ;
- La mobilisation faite des nouvelles technologies au détriment d'autres solutions ;
- La présentation du gaz comme une énergie de transition ;
- Les ambiguïtés de certains acteurs sur le charbon et les énergies fossiles ;
- La poursuite des voies traditionnelles de production agricoles ;
- L'absence de l'agro écologie dans le Pacte de Glasgow.

III. Présence des acteurs de l'eau français et évènements

Plusieurs membres du PFE étaient présents cette semaine, notamment nos collègues Agathe Euzen du CNRS, Sarra Kasri de l'AFPNCT, Alix Roumagnac de Predict Service, Isabelle Maunoury de Suez, Mathieu Tolian et Pierre-Yves Pouliquen de Véolia, David Laurent d'Entreprises pour l'Environnement, et Marc-Antoine Martin, Trésor et Fonds d'adaptation.

Plusieurs interventions françaises notées dans divers side-events à l'initiative du PFE ou d'autres organisations nationales comme ou internationales.

De manière générale, de nombreux évènements promeuvent les bénéfices des nouvelles technologies, mais les Solutions fondées sur la Nature (SfN) et les besoins de protéger nos milieux naturels bénéficient également d'une bonne visibilité. A titre d'exemple, même un acteur controversé dans cette COP comme le PDG de Total Patrick Pouyanné dit vouloir privilégier les SfN aux opérations de stockage du carbone au titre des mesures de compensations demandées aux entreprises.

IV. Evènements du PFE

A. Quand les services d'eau et d'assainissement participent à l'atténuation du changement climatique

Dans ce side-event organisé par le PFE sur le pavillon eau et climat le mercredi 9 novembre, Corinne Trommsdorff (Water Cities/Astee/IWA) a présenté la dernière publication commune du PFE et de l'IWA sur le potentiel de réduction des émissions de GES des services d'eau et d'assainissement. Deux études de cas ont suivi cette présentation, une première en Jordanie par Awwad Salameh (NDC Partnership) ainsi qu'une seconde en Egypte par Isabelle Maunoury (Suez). Dan Lert, Président d'Eau de Paris et Maire adjoint à la Mairie de Paris a présenté les actions de la ville pour réduire les émissions de GES de ses services techniques. Enfin, Joffrey Lapius (PFE) a conclu la session par une présentation de l'application Water4AllSDGs développée par le GT ODD du PFE.

B. Gérer les catastrophes liées à l'eau face au changement climatique

Organisé conjointement par la République du Tadjikistan, le Japan Water Forum, le Centre for Climate and Resilience Research, AGWA et le PFE, ce side-event s'est tenu sur le pavillon eau et climat le jeudi 10 novembre. Côté français, Alix Roumagnac, président de Predict Services a pu rappeler l'importance des systèmes d'alerte précoce et la particularité du bassin méditerranéen face aux risques liés au changement climatique.

C. L'atténuation et l'adaptation au changement climatique à travers la résilience liées à l'eau

Samedi 12 novembre, le side-event officiel CCNUCC de l'ONU-Eau avec le soutien du PFE était modéré par Henk Ovink, l'Envoyé Spécial pour l'Eau des Pays-Bas, Etat co-organisateur de la Conférence onusienne de 2023 consacrée à l'eau. Pierre-Yves Pouliquen de Véolia s'est exprimé dans cet évènements illustrant le point de vue des acteurs privés aux côtés des gouvernements et des financiers.

V. Conclusion

Les items de négociations mentionnés plus haut seront d'autant plus débattus et au cœur des négociations techniques la semaine prochaine, où de nombreux ministres sont attendus à Charm el-Cheikh. Il faudra donc attendre le vendredi 18 voire les jours suivants pour connaître les réelles avancées des négociations et de cette COP27.

Pour référence et plus d'information, voir :

- L'ENB : <https://enb.iisd.org/sharm-el-sheikh-climate-change-conference-cop27>
- L'ECO : <https://climatenetwork.org/cop-27/eco-newsletter-at-cop27/>
- Rapport technique sur l'objectif des 100 milliards de dollars annuels : <https://unfccc.int/documents/622815>